Burundi : le FMI approuve un crédit de 271 millions de dollars sur 38 mois

Agence Anadolu, 18.07.2023 - Avec un déboursement immédiat de près de 62,6 millions de dollars, ce crédit en faveur du Burundi permettra de soutenir les réformes économiques du pays. Le Fonds monétaire international, FMI, a approuvé pour une période de 38 mois, un accord de crédit d'environ 271 millions de dollars afin de « soutenir les réformes économiques du pays », a annoncé la Banque centrale du Burundi, BRB via son compte twitter, mardi.

« Le Fonds monétaire international vient d'approuver un programme de 38 mois au titre de facilité d'élargie de crédit en faveur du Burundi, pour soutenir les réformes économiques du pays », a déclaré la Banque centrale du Burundi. Cet accord « fournira un financement d'environ 271 millions de dollars, avec un déboursement immédiat de près de 62,6 millions de dollars ». Selon le FMI, le Burundi est confronté à des besoins prolongés de la balance des paiements, avec un déficit courant croissant et une faible couverture des réserves de change, d'importants besoins de développement et des défis macroéconomiques déclenchés par les retombées de la guerre en Ukraine, les chocs climatiques nationaux et la crise sanitaire du bétail ». « La reprise économique du Burundi après la Covid-19 s'est ralentie, bien qu'elle reste saine. Les retombées de la guerre en Ukraine ont déclenché de fortes hausses des prix des produits de base et des pressions inflationnistes intérieures. Les chocs intérieurs, notamment le retard des précipitations, la disponibilité limitée d'engrais et les épiphyties de fièvres du bétail ont eu un impact sur le secteur primaire du Burundi ». Il s'agit d'un premier programme de qualité de la tranche supérieure de crédit pour le Burundi soutenu par le FMI depuis 2015. Le FMI renoue avec Gitega après un peu plus d'une année de la levée des sanctions de l'Union européenne contre ce pays. Contacté par Anadolu, Boaz Nimpe, expert en finances publiques, a déclaré que cet accord de crédit du FMI est un bon signe pour le Burundi, car « il ouvre la voie aux autres partenaires financiers pour soutenir le pays ». En mars 2016, l'UE avait suspendu son aide financière directe au gouvernement burundais suite aux violences provoquées par une crise politique et sécuritaire née de la contestation du 3^e mandat du président Pierre Nkurunziza. Jean Bosco Nzosaba